

[Texte]

[Traduction]

• 1005

Notwithstanding that, there is still opportunity to improve them further. The final paragraph refers to our observations in our annual report. Therefore, while we have given a clean opinion, to present fairly we will draw your attention to opportunities for further improvements. The two in this year's chapter 2 I have already referred to as a suggestion for an annual financial report—it would make them simpler and more user-friendly—and the recommendation that a comparison to the fiscal plan be included in the financial statements.

So that is the summary level of financial statements. They are an extremely important document, enclosing the accountability loop.

There are two more volumes in the Public Accounts. Volume II comes in two parts. The first part is structured along the same lines as Part II of the estimates. What it does is, by department, give the spending against the appropriation. Volume II, Part II then complements that by providing a lot of additional information. For example, you have the financial statements of revolving funds and departmental corporations in here. Another example is that income taxes receivable are not included in the summary statements. There is a schedule of income taxes receivable, which I suspect Mr. Bellemare was referring to, demonstrating that he understands how to use this document and call the government to account. There is a wealth of detailed information in this volume.

Then we have Volume III, which contains information on crown corporations. In the beginning there is summary information, and then that is followed by the audited financial statements. We won't get into it today, but the Auditor General has a mandate to audit most crown corporations' financial statements. There are a few that are not dependent on public funding that are audited by private sector auditors.

That completes my presentation. What I have tried to do is explain the information that government brings to Parliament to support their request for authority and provide accountability for the use of the funds that have been provided, with particular emphasis on our annual financial audit of the Public Accounts.

What I will do now is turn the floor over to my colleague Mr. Dubois, who will tell you what goes into our own annual report. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. Mr. Thorkelson.

Mr. Thorkelson: This was presented last year on October 2. Will this year's report be coming out soon? Do you have a projection on that?

Mr. Meyers: This is actually a report of the Government of Canada on which we give an opinion, so we are not in the government's control. I am sure that would be their target date, but I am not aware of what the actual date will be.

The Chairman: What is the target date?

Néanmoins, il est toujours possible de faire encore mieux. Dans le dernier paragraphe, nous faisons allusion aux commentaires que nous formulons dans notre rapport annuel. Par conséquent, même si nous estimons que les états financiers présentent fidèlement la situation, nous attirons votre attention sur les nouvelles améliorations qui peuvent être apportées. Celles dont j'ai déjà parlé et qui sont signalées dans le chapitre 2 de cette année se rapportent, d'une part, à la simplification du rapport financier annuel et, d'autre part, à l'inclusion d'une comparaison avec le plan de dépenses dans les états financiers.

Voilà donc pour la revue des états financiers. Il s'agit d'un document extrêmement important sur le plan de l'imputabilité.

Les Comptes publics se composent de deux autres volumes. Le Volume II se présente en deux parties. La première est structurée de la même façon que la Partie II du Budget des dépenses principal. Autrement dit, elle indique, pour chaque ministère, le montant des dépenses réelles et des dépenses autorisées. La Partie II complète ces données en fournissant un tas de renseignements supplémentaires. Par exemple, elle contient les états financiers relatifs aux fonds renouvelables et aux établissements publics. Là encore, les recettes fiscales n'étant pas incluses dans les états financiers, elles figurent ici, et je suppose que c'est à cela que M. Bellemare faisait allusion, montrant ainsi qu'il sait comment utiliser ce document et exiger des comptes du gouvernement. Ce volume contient une mine de renseignements.

Il y a ensuite le Volume III, qui porte sur les sociétés d'État. Il y a d'abord un résumé, puis les états financiers vérifiés. Nous n'en parlerons pas aujourd'hui, mais le vérificateur général est chargé de vérifier les états financiers de la plupart des sociétés d'État. Pour certaines d'entre elles, qui ne sont pas financées par le gouvernement, ce sont des vérificateurs du secteur privé qui s'en chargent.

Voilà qui termine mon exposé. J'ai essayé de vous expliquer quels sont les renseignements que le gouvernement présente au Parlement à l'appui de sa demande d'autorisation et pour rendre compte de l'utilisation des crédits qui lui ont été votés, en insistant particulièrement sur notre vérification financière annuelle des comptes publics.

Je vais maintenant céder la parole à mon collègue, M. Dubois, qui vous parlera du contenu de notre rapport annuel. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci. Monsieur Thorkelson.

M. Thorkelson: Ce rapport a été présenté le 2 octobre, l'année dernière. Le rapport de cette année sera-t-il bientôt publié? Quelle est la date prévue?

M. Meyers: En fait, il s'agit d'un rapport du gouvernement du Canada sur lequel nous émettons une opinion, et nous ne pouvons donc pas décider de la date. Je suis convaincu que le gouvernement vise à peu près cette date, mais je ne sais pas exactement quand.

Le président: Quelle est la date visée?